

Zoom sur l'INEC, Institut National de l'Économie Circulaire

FEDELEC est membre de l'INEC, organisme de référence et d'influence autour de l'économie circulaire en France. En dix ans d'existence, l'INEC a participé à de nombreuses réalisations. L'Institut milite actuellement pour une TVA circulaire pour aider au développement de la réparation.

L'économie circulaire est un modèle économique plus respectueux de notre planète permettant d'extraire le moins possible de ressources naturelles et de valoriser au maximum celles déjà extraites.

Si la notion d'économie circulaire apparaît dès les années 1970, il faudra attendre les années 2000 pour que le concept soit réellement développé.

L'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) est fondé en 2013 par François-Michel Lambert, alors député EELV des Bouches-du-Rhône. Les cinq membres fondateurs sont KEDGE Business School, la Fédération des entreprises du recyclage, la Fondation Nicolas Hulot, GRDF, le groupe La Poste et le Syndicat français de l'industrie cimentière.

L'INEC a pour mission de promouvoir l'économie circulaire et accélérer son développement grâce à une dynamique collaborative. Il est aujourd'hui composé de plus de 200 membres, organismes publics et privés : entreprises, fédérations (dont FEDELEC), collectivités, institutions, associations, ONG et universités. La diversité de ces membres permet de nourrir une vision de l'économie circulaire prenant en compte l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. L'INEC crée ainsi une dynamique collaborative qui permet de porter plus loin les enjeux de l'économie circulaire auprès des décideurs publics et privés.

L'économie circulaire
3 domaines, 7 piliers



Animer, promouvoir, mettre en œuvre

Les actions de l'Institut s'articulent principalement autour de 3 axes :

- l'animation de la réflexion sur l'économie circulaire, via des groupes de travail et la rédaction d'études prospectives ;
- la promotion de l'économie circulaire, par des plaidoyers, la communication et l'événementiel ;
- la mise en œuvre de l'économie circulaire, grâce au partage des bonnes pratiques, à l'accompagnement des entreprises et des territoires, à des formations et à des programmes d'EIT (Ecologie Industrielle et Territoriale).

Quelques exemples des avancées obtenues parmi de multiples réalisations :

L'INEC organise à Paris les premières Assises de l'économie circulaire en 2014, en partenariat avec l'Ademe.

Il intervient sur la loi de transition énergétique de 2015 : sur proposition de François-Michel Lambert y sont précisés les principes de l'économie circulaire, qui trouve ici une première définition légale en entrant dans le Code de l'environnement.

Avant 2017, l'INEC publie un livre blanc Pour une économie circulaire et une proposition de loi dans l'intérêt de l'économie circulaire.

L'INEC participe à l'écriture de la Feuille de route économie circulaire (FREC), publiée en avril 2018 par le Ministère de la Transition écologique et solidaire, qui décline de manière opérationnelle la transition à opérer pour passer d'un modèle économique linéaire à un modèle circulaire.

En 2019, l'INEC porte 10 propositions pour la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (dite loi AGECE), co-construites avec ses membres. Le 10 février 2020, la loi AGECE est promulguée. L'INEC en assure un décryptage régulier (publication des décrets d'application).



Entre 2020 et 2021, l'INEC porte le programme «École circulaire», référençant de nombreuses initiatives en matière de commande publique circulaire.

En 2021, l'INEC publie l'étude «Pivoter vers l'industrie circulaire - Quels modèles ? Comment accélérer ?» avec OPEO Consulting, qui recense les 6 business models circulaires principaux et leurs avantages.

TVA circulaire pour développer la réparation

Récemment, l'INEC a mis en place une opération en faveur de la TVA circulaire. Mardi 21 mai 2024, l'Institut a réuni l'ensemble des acteurs du monde de la réparation et de l'artisanat autour d'un objectif : **inscrire une TVA à taux réduit pour les produits issus de la réparation et du réemploi dans la prochaine loi de finances et accompagner, ainsi, la structuration du marché de la réparation.**

En novembre 2023, Emmanuelle Ledoux, directrice générale de l'INEC et Emery Jacquillat, président de CAMIF, avaient remis au ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, Christophe Béchu, un rapport soutenant la mise en place d'une TVA à taux réduit pour les produits et services issus de la réparation.

Cette proposition vise avant tout à aider au développement des métiers de la réparation. Elle est aujourd'hui soutenue par l'ensemble du monde de la réparation et du réemploi.

« Douze États membres de l'Union européenne ont déjà légiféré sur la mise en place d'une TVA circulaire. Nous sommes à la traîne. Il est grand temps que cette mesure vienne compléter les autres dispositifs existants pour, enfin, faire progresser le modèle économique de la réparation » a déclaré le député de la Haute-Vienne Stéphane Delautrette.



L'économie circulaire

Alors que le modèle économique linéaire consiste à « fabriquer, consommer, jeter », l'économie circulaire consiste à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets. Ce modèle repose ainsi sur la création de boucles de valeur positives à chaque utilisation ou réutilisation de la matière ou du produit avant destruction finale. Il met notamment l'accent sur de nouveaux modes de conception, production et consommation, le prolongement de la durée d'usage des produits, l'usage plutôt que la possession de bien, la réutilisation et le recyclage des composants.

Dans cette optique, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire a été promulguée le 10 février 2020. Elle se décline autour de 5 axes : sortir du tout jetable ; mieux informer les consommateurs ; lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire ; agir contre l'obsolescence programmée ; mieux produire.



L'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

L'écologie industrielle et territoriale (EIT) est un levier pour mobiliser les acteurs de terrain en faveur de la transition écologique. Elle se concrétise par la mise en commun volontaire de ressources par des acteurs économiques d'un territoire, en vue de les économiser ou d'en améliorer la productivité : partage d'infrastructures, d'équipements, de services, de matières... En proposant des solutions territoriales, coopératives et innovantes de gestion des ressources, l'écologie industrielle et territoriale transforme les systèmes de production et de consommation en favorisant les fonctionnements en quasi-boucle fermée. Elle s'inscrit dans la démarche « réduire, réutiliser et recycler » de l'économie circulaire.

(source : ecologie.gouv.fr)

Pour en savoir plus, télécharger le Manifeste de L'Institut National de l'Economie Circulaire : <https://institut-economie-circulaire.fr/manifeste-institut-national-economie-circulaire/>